

**ARRETE DU MAIRE
PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

N°ST 2024_130

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 22 avril 2024 par laquelle l'entreprise ORANGE, 18, rue Général Mouton-Duvernet, 69003 LYON, représentée par Madame Carol PICONE, demande l'autorisation d'installer un stand d'information sur la fibre sur la Place d'Armes les 06 et 07 mai 2024,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code général des Propriétés des Personnes publiques,

VU le Code de la Voirie routière,

VU le Règlement de voirie communale,

VU l'état des lieux,

CONSIDERANT que pour permettre la bonne organisation de l'événement faisant l'objet de la demande, d'assurer la sécurité des participants et des usagers de la voie, il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes :

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation : Du lundi 06 mai 2024 8 h 00 au mardi 07 mai 2024 19 h 00, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande et à installer un stand (3 m x 3 m) sur la Place d'Armes.

Article 2 - Validité et renouvellement de l'arrêté, remise en état des lieux : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour la période du lundi 06 mai 2024 8 h 00 au mardi 07 mai 2024 19 h 00.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 3 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté est publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Marcellin. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 4 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 29 avril 2024,

**Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Cheffe de service Espaces Publics
Gwenaëlle LAMY**

